

## **NON À LA SUPPRESSION DE 2 UPE2A DANS LE 19<sup>ème</sup> : LES ENFANTS QUI ARRIVENT EN FRANCE NE SONT PAS DES VARIABLES D'AJUSTEMENT !**

Dans son projet académique, le rectorat de Paris dit vouloir « construire la réussite de tous les élèves en rehaussant, par des moyens pédagogiques et sociaux, les ambitions de chacun ». Pourtant, en fermant 2 UPE2A (unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants) dans le nord du 19<sup>ème</sup> arrondissement, c'est aux élèves parmi les plus fragiles qu'il s'attaque.

En effet, ces unités pédagogiques accueillent des élèves venant d'arriver en France et ne parlant pas ou peu français et dont certain.e.s ne sont jamais allé.e.s à l'école ou très peu. Beaucoup parmi ces enfants doivent affronter des conditions de vie de plus en plus indignes (statuts administratifs précaires, habitats insalubres, hôtels sociaux du 115, bidonvilles, voire la rue). D'autres souffrent de troubles liés à des parcours migratoires qui, en raison des politiques européennes, sont de plus en plus longs et dangereux ou au fait qu'ils/elles ont subi la guerre. L'UPE2A est pour ces enfants un espace commun qui permet d'apprendre et de comprendre le fonctionnement de l'école en France, mais aussi de se (re)construire avec des pair.e.s qui ont en partage l'exil et le déracinement.

Chaque enfant relevant de l'UPE2A est un.e élève à besoins éducatifs particuliers autour duquel l'équipe pédagogique, coordonnée par l'enseignant.e d'UPE2A, doit bâtir un projet spécifique et évolutif prévoyant des temps d'enseignement-apprentissage en classe ordinaire. Or, plus il y a d'élèves à besoins particuliers dans une école, plus il est compliqué d'aménager des réponses adaptées, même en augmentant considérablement la charge de travail de chaque enseignant.e. Alors que plusieurs études montrent que pour atteindre le même niveau de langue qu'un.e natif.ve, un.e élève allophone mettra entre 3 et 7 ans, (selon la langue d'origine, l'âge, le niveau de scolarisation antérieure), le suivi spécifique ne se limite évidemment pas à une année ou deux, le temps officiellement octroyé en UPE2A. Ainsi, concernant les élèves non scolarisé.e.s antérieurement (NSA), qui représentent au moins un tiers des effectifs dans les UPE2A du 19<sup>e</sup> arrondissement, un soutien par le réseau d'aide aux élèves en difficultés (RASED) est souvent nécessaire 3 ou 4 ans encore après l'arrivée en France. En effet, comment, au-delà même de la question de la langue, « rattraper » en deux années seulement des apprentissages fondamentaux pour des élèves qui à 8 ans ou plus n'ont pas pu aller à l'école ?

Pour les élèves arrivant en France après un parcours qui les a abimé.e.s, l'enseignant.e G ou la psychologue scolaire sont souvent sollicité.e.s en attendant un suivi adapté dans les rares services spécialisés pour les enfants souffrant de troubles post traumatiques. Surcharger les effectifs en UPE2A impacte donc directement le nombre de prises en charge par le réseau d'aide et le travail de différenciation pédagogique au sein de chaque classe.

En fermant 2 UPE2A situées sur l'axe Stalingrad-Porte de la Villette, le rectorat de Paris prend la lourde responsabilité d'accentuer les difficultés d'une population scolaire considérée comme fragile. La fermeture de l'UPE2A du 17 rue de Tanger (8 élèves suivi.e.s) et celle de l'école Mac Donald (11 élèves suivi.e.s dont 4 non scolarisé.e.s antérieurement) va en effet surcharger les autres UPE2A du quartier. Le rectorat de Paris affirme qu'une meilleure répartition des effectifs sur l'arrondissement permettra de ne pas surcharger l'UPE2A de la rue de l'Ourcq, la plus proche de celles qui doivent fermer, plus qu'elle ne l'est déjà (23 élèves suivi.e.s en 2016-2017, 30 élèves en 2017-2018, 19 élèves depuis septembre 2018). Or si nous devons actuellement répartir les élèves de Tanger et Mac Donald sur les 4 UPE2A situées dans ce secteur, à savoir Jomard, Tandou, Goubet et Ourcq, il y aurait actuellement 19 élèves dans chaque dispositif. Nous ne sommes pourtant qu'en février et d'autres élèves allophones vont arriver d'ici le mois de juin.

Le quartier Ourcq-Alphonse Karr est classé parmi les sept quartiers de Paris où les difficultés sociales sont les plus importantes et le secteur comprenant la place Stalingrad, la rue de Cambrai et la rue Curial fait partie des trois zones estampillées Zone de Sécurité Prioritaire dans la capitale. Peut-on accepter qu'y soit sciemment organisée la dégradation des conditions de scolarisation des enfants qui y vivent ? À l'heure où le ministère fait toute sa communication autour des effectifs diminués en CP et CE1, comment imaginer que dans des dispositifs accueillant des élèves de 5 ans et demi à 11 ans et demi avec des niveaux de scolarisation très disparates et des problématiques parfois lourdes, l'enseignement-apprentissage va être optimal ? Le rectorat profite-t-il du fait que les parents des élèves scolarisé.e.s en UPE2A protestent rarement contre les mesures prises à l'encontre de leurs enfants ? Le fait que les élèves allophones arrivant.e.s constituent une part infime de la population scolaire justifie-t-il d'en faire une variable d'ajustement ?

Depuis 6 ans, au prétexte de l'inclusion en classe ordinaire (et un.e élève de 10 ans non scolarisé.e antérieurement ne peut guère être inclus.e plus de 3 heures par semaine dans sa classe d'âge), le rectorat de Paris augmente les effectifs des élèves accueilli.e.s en UPE2A. Il s'attaque ainsi aux enfants les plus fragiles. Nous ne pouvons pas l'accepter.

